



Bruxelles, le 25 mars 2010

Solidarité et relance ou égoïsme et austérité : l'Europe doit choisir

**Déclaration adoptée par la Conférence des Premiers Ministres et des Leaders du PSE
le 25 mars 2010**

Depuis 18 mois déjà, les citoyens européens souffrent des effets de la crise économique. Et celle-ci est loin d'être finie. L'économie est encore fragile, la reprise, incertaine et le chômage, en augmentation. Si nous voulons que la relance soit réelle et durable afin de répondre aux besoins de nos citoyens, nous devons prendre des mesures ambitieuses qui rétablissent un équilibre entre l'économique, le social et l'environnemental. Le Parti socialiste européen (PSE) a formulé des propositions en ce sens.

Bien que la zone euro enregistre le taux de croissance le plus bas de toutes les régions industrialisées du monde, la droite n'a que le mot "coupe" à la bouche. L'assainissement budgétaire ne devrait pas porter préjudice à la relance. Alors que des gouvernements progressistes comme les Etats-Unis et le Japon investissent dans leur avenir afin d'encourager la croissance, les gouvernements conservateurs européens s'obstinent à vouloir réduire drastiquement les finances publiques, et ce, quel qu'en soit le prix tant au niveau économique que social. De plus, ils assainissent les budgets publics aux dépens des collectivités locales et régionales. De telles politiques ne font que mettre en péril la relance déjà bien fragile de l'Europe ainsi que notre compétitivité à long terme. Plus de 23 millions de personnes sont au chômage aujourd'hui et l'idée de les soumettre à des difficultés accrues nous semble tout simplement inacceptable. Nous ne pouvons tout simplement pas mettre fin aux programmes de relance budgétaire face à des taux de chômage si élevés. Faut-il rappeler que ce ne sont pas les citoyens européens qui sont à l'origine de cette crise?

En ces temps difficiles, la tentation est grande de tomber dans le protectionnisme et dans la poursuite d'intérêts particuliers. Les mesures d'austérité adoptées par la droite empêchent l'UE de mettre un frein à la croissance de l'UE. Nous appelons donc à l'adoption de **politiques de relance** progressistes, s'inscrivant dans la lignée de l'un des grands principes fondateurs de l'Union européenne : **la solidarité**.

Alors que notre continent a atteint des niveaux de chômage records et que la reprise tarde à venir, l'assaut concerté des spéculateurs des marchés financiers, des gestionnaires de fonds spéculatifs et des banques d'investissements sur les démocraties européennes est la goutte de trop ! L'UE ne peut tout simplement pas permettre que ses citoyens fassent l'objet de telles attaques. **L'Europe a besoin d'une nouvelle vision**. Nous croyons en une Union européenne qui œuvre pour le bien de ses citoyens et où ce genre de comportements est banni.

Pour un mécanisme de solidarité

Party of European Socialists
Parti Socialiste Européen

98 Rue du Trône, B-1050 Brussels
T+ 32 2 548 90 80 F+ 32 2 230 17 66

AISBL – BBCE – n°0897.208.032
info@pes.org www.pes.org



Les leaders du PSE ont répété que des problèmes européens nécessitent des réponses européennes. Nous insistons sur le juste équilibre à trouver entre les responsabilités politiques et budgétaires, d'une part, et la solidarité entre les Etats membres, d'autre part.

Il ne s'agit pas seulement ici de la Grèce, pour laquelle nous avons besoin d'une solution d'urgence. Nous nous réjouissons des efforts fournis par le gouvernement grec, sous la direction de George Papandreou, qui contrastent avec la foi aveugle des conservateurs dans les marchés financiers. Le Conseil européen du 11 février, a promis à la Grèce une aide si des efforts budgétaires étaient faits. Il est temps maintenant de tenir cette promesse. La solution doit être équitable : la Grèce est contrainte aujourd'hui de payer un prix injuste pour ses emprunts, gonflés par la spéculation. La Grèce doit avoir accès à l'emprunt sans avoir à payer un prix exorbitant du fait des attaques spéculatives.

L'étape suivante est d'introduire **un mécanisme de solidarité**, protégeant les Etats membres contre les attaques spéculatives. Un tel mécanisme existe dans le Traité de Lisbonne déjà pour les Etats membres n'appartenant pas à la zone euro. La « crise grecque » démontre que nous avons réellement besoin de mécanisme de coordination des politiques économiques dans la zone euro, et en particulière un mécanisme efficace de gestion de crise. Aucun Etat membre de la zone euro ne devrait être contraint d'emprunter sur les marchés à des prix excessifs du fait de la spéculation. Un tel mécanisme apportera une réelle protection aux Etats membres contre les attaques spéculatives, tout en intégrant une conditionnalité claire pour l'assainissement budgétaire, mais aussi la croissance, l'emploi et la cohésion sociale. Cela permettrait de lancer un message fort aux marchés financiers que l'UE ne laissera aucun de ses Etats membres dans l'impossibilité de rembourser leur dette souveraine.

Le PSE a proposé de créer un "mécanisme européen de stabilité financière" pour la zone euro, conformément aux dispositions légales du Traité de Lisbonne : une vraie solution européenne à un problème européen. Nous réitérons notre appel à la Commission européenne afin qu'elle présente une proposition claire et juste en ce sens.

Par ailleurs, ce mécanisme doit devenir à terme un cadre permanent pour une gouvernance économique renforcée de la zone euro. Le PSE continuera d'élaborer des propositions sur la façon de coordonner les politiques fiscales et budgétaires au sein de l'Union monétaire européenne, afin de protéger la monnaie unique mais aussi afin d'augmenter l'efficacité de la politique économique en faveur d'une croissance durable et de l'emploi.

La stratégie Europe 2020

Depuis longtemps déjà, les leaders du PSE plaident pour une stratégie vraiment progressiste et innovatrice en faveur d'une croissance verte, intelligente et inclusive. Nous appelons les chefs d'Etat et de gouvernement européens à adopter, lors du Conseil européen des 25 et 26 mars, des mesures de long terme pour un développement durable et des sociétés plus justes.

Malheureusement, la proposition de la Commission sur la stratégie "Europe 2020" manque d'ambition et de courage politique. La stratégie n'entre pratiquement pas dans les détails des instruments et des mesures auxquels elle propose de recourir pour atteindre ses objectifs. La dimension sociale est particulièrement faible. Les avantages économiques que génèrent les systèmes de sécurité sociale forts et de meilleures normes sociales ne sont pas reconnus. La stratégie pêche par un manque d'objectifs, de propositions et de mesures concrètes pour renforcer la protection sociale, combattre les inégalités et l'exclusion et améliorer la qualité du travail et de la vie. Nous trouvons aussi très surprenant que les gouvernements conservateurs exigent la suppression des objectifs portant sur l'éducation et la réduction de la pauvreté. Nous, leaders du PSE demandons instamment au Conseil européen de maintenir ces objectifs au niveau européen. La Commission n'offre, par ailleurs, aucune piste sur la façon de passer à une économie sans émissions de carbone au service de tous les



citoyens. Aucune proposition n'est formulée pour garantir une transition juste aux travailleurs durant ce processus. Enfin, la proposition de la Commission ne fait aucune référence ni à la mise en œuvre concrète de la stratégie sur le terrain ni à la participation des autorités locales et régionales à cet effet.

Or, le but ultime de la nouvelle stratégie doit être de garantir que la création d'emplois de meilleure qualité, l'égalité des sexes, la protection sociale, l'inclusion sociale ainsi que le développement durable deviennent des objectifs tout aussi importants que la promotion de la relance. En définitive, il s'agit de donner un nouveau sens à l'Europe en en assurant la cohérence et en garantissant l'emploi et la soutenabilité.

* * *

Les leaders du PSE lancent un appel aux dirigeants européens afin qu'ils examinent les sept priorités suivantes lors du Conseil européen de printemps :

1. Relance progressiste ou politique d'austérité conservatrice ?

L'Europe doit faire un choix fondamental **entre une relance progressiste et un assainissement des finances**. La droite met clairement l'accent sur ce dernier point, mettant ainsi en danger l'avenir de nos Etats-providence. Elle contraint les citoyens ordinaires à payer le prix des comportements imprudents des spéculateurs. Elle leur fait subir les effets négatifs des mesures d'austérité. Pour n'importe quel citoyen européen, cette crise pose une question invraisemblable : la classe politique représente-t-elle les citoyens ou l'industrie de la finance ?

Il est temps de réitérer avec fermeté que nous mettons les citoyens d'abord. **Nous défendons une relance progressiste** fondée sur l'emploi, la croissance et les politiques sociales afin de minimiser l'exclusion. Si l'on décidait maintenant de mettre fin aux mesures de relance budgétaire, l'économie européenne risquerait de replonger dans la récession. Les gouvernements doivent poursuivre leurs efforts de relance et continuer d'appliquer les mesures de soutien aux investissements à long terme. Afin de renforcer les fondements de nos Etats-providence, nous proposons que les investissements se concentrent sur les priorités suivantes :

- Un programme européen permettant l'acquisition personnalisée de nouvelles compétences pour les nouveaux emplois, y compris un programme d'éducation et de formation pour les chômeurs ;
- Le développement de programmes de soutien aux PME ;
- Un appui au développement de services d'aide familiale, sociaux et de soins de santé ;
- La promotion d'une écologisation des produits et des services, notamment le logement et les voitures ;
- L'accélération de la construction de nouveaux réseaux énergétiques et de transmission à large bande ;
- L'amélioration de la qualité de l'éducation et de la recherche, par exemple dans le domaine des technologies vertes, de la nanotechnologie et des TIC ;
- Des processus de transitions justes vers les emplois verts.

Tout ceci peut se faire de façon ciblée et coordonnée afin de garantir un effet de synergie maximale, une fois que les Etats membres, et tous les niveaux de décisions, décideront d'agir ensemble. Ces investissements doivent être financés par de nouvelles recettes fiscales. Pour promouvoir la transition vers une économie verte et garantir la justice sociale, la charge fiscale doit être redirigée vers le carbone et les secteurs financiers, en introduisant par exemple une fiscalité écologique européenne, voire mondiale, sur les émissions ou la pollution. De nouveaux instruments financiers plus ambitieux doivent être créés, comme par exemple les euro-obligations.



La crise a montré que le Pacte de stabilité et de croissance est trop contraignant et qu'il ne suffit pas à l'UE. Nous devons renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, non seulement pour assainir nos finances publiques mais aussi pour promouvoir l'emploi et la croissance. Les leaders du PSE lancent dès lors un appel pour mettre en place une véritable gouvernance économique de la zone euro.

2. La régulation des marchés financiers

Il est urgent d'instaurer des règles de transparence pour les institutions financières transnationales. Une régulation adéquate de toutes les institutions financières, dont les fonds spéculatifs et de capital-investissement, est clairement nécessaire si nous voulons pallier le manque de transparence, le recours à un endettement extrême et une prise de risques irresponsables. Les pratiques et les comportements abusifs des marchés, comme la vente à découvert à nu, doivent également être interdits.

Nous avons réussi à obtenir un soutien sans précédent en faveur d'une taxe sur les transactions financières couvrant tous les produits financiers. Une telle taxe est indispensable pour mettre le secteur financier au service de l'économie réelle et pour assainir les finances publiques. Les leaders du PSE appellent à la mise en place d'une taxe universelle de 0,05% sur les transactions financières. Une majorité écrasante de députés au Parlement européen a appelé la Commission à définir une première prise de position européenne sur la question. Nous demandons instamment à la Commission que la position qu'elle proposera soit un appel concret à la mise en place d'une telle taxe.

3. Des politiques d'inclusion pour lutter contre les inégalités sociales

La stratégie Europe 2020 doit proposer une solution au double problème de l'augmentation du chômage et de la détérioration des conditions de travail. Le chômage a dépassé la barre des 10% partout en Europe et le nombre de travailleurs en situation de pauvreté et de contrats précaires augmente. Il est essentiel d'aborder le problème du décrochage scolaire avec détermination. Notre objectif doit être de faire en sorte qu'aucun enfant ne quitte le système éducatif avant l'enseignement supérieur. Nos citoyens méritent que des parcours éducatifs clairs et dotés du financement approprié leur soient proposés afin qu'ils puissent sortir de l'engrenage du chômage.

Les leaders du PSE proposent par conséquent que les gouvernements procèdent à des investissements majeurs dans les qualifications et l'apprentissage tout au long de la vie ; que des objectifs concrets soient adoptés afin de réduire le chômage des jeunes ; qu'une législation européenne soit adoptée afin de définir des normes minimales pour les stages ; qu'un accès plus large soit octroyé au programme Erasmus ; enfin, qu'un Pacte européen soit adopté pour des salaires minimaux décents, afin que ces derniers soient fixés soit par la voie législative soit par la négociation collective. Si nous voulons garantir un salaire égal à travail égal, il est indispensable de revoir la directive sur le détachement des travailleurs.

L'inclusion et la protection sociales doivent devenir les priorités phare de la stratégie. Les services publics et de soins de santé constituent un élément essentiel pour la relance. Nous appelons la Commission européenne à en reconnaître et à en promouvoir le rôle. Par ailleurs, nous appelons la Commission à proposer une législation sur les services publics et les revenus minimaux. De plus, l'intégration active des immigrés doit être encouragée comme source d'enrichissement des sociétés européennes. Nous demandons à la Commission de formuler une proposition législative sur l'intégration des travailleurs provenant de pays tiers.



4. Egalité des sexes - pour une Charte des droits de la femme

Sur la base d'une étude d'impact adéquate sur les rapports femmes-hommes, des mesures spécifiques sur l'égalité des sexes doivent être intégrées de façon horizontale dans toutes les politiques afin de garantir une égalité d'accès au marché du travail. Des objectifs spécifiques doivent être adoptés au niveau européen et national pour mettre fin à l'écart salarial entre hommes et femmes et promouvoir la participation des femmes dans toutes les instances de prise de décisions financières et politiques si nous voulons réellement contribuer à l'égalité des sexes. Le meilleur instrument pour atteindre cet objectif serait d'adopter une Charte européenne des droits de la femme.

5. Une politique industrielle coordonnée au niveau européen

Pour stimuler l'activité économique et créer de l'emploi, il est crucial de lancer une politique industrielle véritablement européenne. Au cours de la dernière décennie, les institutions européennes se sont engagées avec beaucoup de prudence sur la voie vers une véritable politique industrielle. L'amélioration de la compétitivité a essentiellement été laissée aux mains des marchés. Il est temps, à présent, de passer à une politique industrielle plus active, établissant des conditions-cadre pour les entreprises mais aussi pour les salariés dans les différents secteurs industriels.

6. L'Europe à la tête du combat contre le changement climatique

Le changement climatique est un énorme défi pour l'UE : il pourrait avoir des conséquences potentiellement graves sur notre environnement, notre bien-être, notre croissance économique, la stabilité de nos Etats-providence et la durabilité de nos finances publiques. Il est par conséquent essentiel que l'UE maintienne son engagement vis-à-vis des objectifs 20/20/20 tels qu'ils ont été établis dans le paquet législatif sur l'énergie et le changement climatique. Rappelons que ces objectifs garantiraient notamment la création d'emplois 'verts'. La transition nécessaire vers une économie sans carbone recèle un énorme potentiel pour la création de nouveaux emplois, pour la compétitivité et pour la réduction des coûts liés à l'énergie et aux matières premières. Mais pour aboutir à une meilleure politique sur le climat, il faut faire preuve de volonté politique. L'UE doit faire preuve de leadership dans les négociations internationales en adoptant un objectif unilatéral de réduction de ses émissions de carbone de 30% et en garantissant une aide financière suffisante aux pays en développement. Avant tout, l'Europe doit continuer de se battre en faveur d'un accord international juste, ambitieux et légalement contraignant, afin de s'assurer que l'augmentation des températures ne dépasse pas les 2°C.

7. Une Union plus ouverte, plus transparente et plus responsable

Le Parlement européen, les parlements nationaux, le Comité des Régions, les autorités locales et régionales et les partenaires sociaux doivent pouvoir jouer un rôle accru au service du citoyen. La voix de nos concitoyens n'est pas entendue. Ces institutions doivent devenir plus transparentes pour permettre à l'UE de se rapprocher de ses citoyens. **La Commission doit prendre ses responsabilités** dans la façon dont les initiatives sont lancées et mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés.

Les mesures légalement contraignantes dans les différents domaines politiques, les analyses comparatives annuelles, les encouragements et les sanctions sont d'importants instruments pour garantir que les actions entreprises par l'Union profitent pleinement aux citoyens européens. Le citoyen européen est de plus en plus conscient du lien intrinsèque existant entre la politique étrangère, la politique de développement et la politique commerciale. Sur la base de ce constat, l'UE doit donc définir une nouvelle génération de politiques extérieures afin de réorienter la mondialisation vers des normes environnementales et sociales plus élevées.



Pour sortir de la crise, la droite nous propose de continuer comme si de rien n'était. Ce n'est une option ni pour l'Europe, ni pour ses citoyens. Il s'agit de donner un nouveau sens à l'Europe afin de garantir l'emploi, la croissance et l'équité aux citoyens européens. Nous comprenons leurs frustrations ; nous comprenons leur colère ; et surtout, nous savons qu'il faut intervenir d'urgence. Faisons en sorte qu'ensemble nous ne nous contentions pas seulement de tirer les enseignements de cette crise. Faisons en sorte qu'ensemble, nous agissions en conséquence.

La présente déclaration a été adoptée par les Premiers ministres et les leaders du PSE lors de leur réunion.

